

Les voies multiples de la globalisation: comment choisir?

Prof. Riccardo PETRELLA

Je désire avant tout vous remercier pour le plaisir et l'honneur d'intervenir dans cette réunion en effet pleine d'intelligence et des coeurs qui veulent travailler, qui veulent changer le monde.

Avant de commencer, comme on m'a demandé de parler un peu de moi, je parlerai de moi seulement pour rappeler un petit élément de mémoire. Je suis très heureux d'être ici ce soir parce que il y a environ 43/44 années que j'ai participé pour la première fois à une réunion des consultants régionaux Aspirants ici, dans cette maison Domus Pacis, moi qui venais de Calabre où j'étais à cette époque un des responsables du Groupe des Aspirants. C'est la deuxième fois que je viens: bien revenu!

On m'a confié le thème : "Les voies multiples de la globalisation. Comment choisir"?

J'essaierai de répondre à cette question en analysant trois blocs de données, de perspectives, de choix.

Le premier bloc a pour objet les principes fondateurs de la narration "dominante" actuelle, et par conséquent les différentes voies que la mondialisation dominante aujourd'hui a pris en fonction de cette narration du monde et de la société. Dans ce premier bloc j'essaierai d'analyser aussi les conséquences qui - à mon avis - sont particulièrement dévastatrices.

Le deuxième bloc essaiera de voir quelles sont les réponses. Il y a deux grandes réponses de mondialisation alternative qui sont, d'un côté, l'humanisation de la mondialisation et, de l'autre coté, une espèce de réformisme mondial basé sur le concept de "régler la mondialisation, mondialiser la régularisation".

Il me paraît que ces deux voies sont insuffisantes, limitées, et j'essaierai avec des arguments empiriques de montrer pourquoi on ne considère pas bonnes ces deux voies alternatives.

En suite dans le troisième bloc j'essaierai d'introduire ce que je pense être la bonne mondialisation, mes idées que je considère bonnes comme voie alternative à la mondialisation actuelle et qu'il faut entreprendre et suivre.

Premier bloc - Les principes fondateurs de la narration actuelle

Quels sont donc les principes fondateurs de la narration de la société et du monde actuel? Il est important de savoir qu'il y a une "narration" (chaque société se sert de " grandes narrations" par rapport à l'histoire de l'homme et de la condition humaine, aux objectifs et aux impératifs éthiques) parce que aucune société ne vit sans narration. Et ces narrations varient dans le temps, dans l'espace, elles sont multiples. Cependant aujourd'hui, depuis vingt ans, il a une narration presque universelle. Ce n'est pas une narration catholique, qui a une fonction universelle dominante, plutôt certains éléments de la narration catholique sont incorporés, implicites dans la narration dominante.

Quels sont donc les principes, les valeurs pour lesquels il est nécessaire de produire un microphone, faire soft-ware (un doux-article), produire du pain, faire de l'eau? Quels sont les principes fondateurs aujourd'hui que nous trouvons quotidiennement dans notre vie de tous les jours?

1. Le *premier* est la thèse que la société est fondée sur les individus, sur la créativité, sur l'engagement et sur la participation individuelle, sur les individus qui entrent et qui sont en transactions permanentes: la transaction entre les individus, donc, c'est l'élément qui fait la société.

Ce premier principe-fondateur dit que le but de toutes les transactions inter-individuelles est de maximiser l'utilité individuelle. En fait, par exemple, quand on va acheter une télévision en prétendant une bonne qualité à un prix bas, quel est le principe de maximisation de l'utilité individuelle? C'est d'avoir plus en payant moins: c'est pourquoi nous tous, comme consommateurs, nous appliquons ce principe parce que, comme consommateurs, nous voulons acquérir les plus belles choses, de haute qualité, de grande variété, de grande flexibilité, au coût le plus bas possible. Alors en effet, qu'est-ce que l'entrepreneur fait? L'entrepreneur veut avoir le maximum d'une ressource naturelle ou d'une ressource humaine et le maximum du profit. Quand un entrepreneur entre en transaction avec un ouvrier veut recevoir plus et payer

moins. Et nous comme consommateurs nous voulons recevoir plus du producteur en payant moins.

C'est pourquoi aujourd'hui nous sommes tous dans cette logique et, ce qui est important dans ce principe-fondateur, est que nous tous, nous considérons moralement valide et pertinent que chacun de nous essaie de maximiser l'utilité individuelle. Nous avons accepté donc le fait qu'il est correct d'entrer en transaction avec les autres pour maximiser l'utilité individuelle.

Lorsque en Belgique - où je vis depuis 27 ans - les familles enlèvent leurs enfants des écoles où dans les derniers 2-3 ans sont arrivés des enfants immigrés - Kurdes, Marocains - parce qu'ils craignent que la qualité de l'enseignement dans les écoles avec les enfants immigrés soit destinée à s'abaisser, tout le monde dit qu'après-tout c'est correct, normal. Bien sûr ce n'est pas bon moralement...Cependant tous donnent raison aux parents qui disent qu'ils veulent la meilleure éducation pour leurs enfants. On ne peut pas risquer d'envoyer ses propres enfants dans les écoles où le niveau éducatif est de mauvaise qualité...Donc on le fait et toutes ces familles belges sont chrétiennes, catholiques, tous bonnes gens, gens distingués, qui comprennent, qui pensent au futur de leurs enfants!

2. Le deuxième principe-fondateur est dire que l'entreprise est l'organisation la plus juste et plus adaptable pour gérer les transactions inter-individuelles d'une manière optimale afin que les transactions produisent la maximisation de l'utilité individuelle.

On ne dit pas, par exemple, qu'une coopérative est une entreprise. Un couvent n'est pas une organisation optimale des transactions individuelles. Une mutuelle plutôt est une entreprise. L'Etat est une entreprise. L'entreprise est considérée comme l'intelligence collective qui organise les transactions inter-individuelles, celle qui permet, mieux que toute autre organisation, la maximisation de l'utilité individuelle. Par exemple le Président Prodi, le 16 novembre, a écrit sur "Financial Time" un article qui dit que la fonction de l'Etat et de la société est d'être "pro-business", parce que si l'on est "pour l'affaire" permet l'amélioration optimale de l'organisation économique et sociale. Parce que l'entreprise est l'organisation-mère, l'organisation-prince qui est capable d'organiser l'intelligence et la créativité de nous tous. C'est pourquoi Tony Blair a toujours dit que "mon gouvernement est pour l'affaire" (my government is pro business) et à nous tous dirigeants on dit toujours que la fonction de l'Etat est de créer le milieu le plus favorable afin que l'entreprise puisse exercer sa fonction d'organiser la créativité individuelle et de maximiser l'utilité individuelle. C'est clair alors que la fonction de la politique devient celle de créer le cadre des règles afin que l'acteur - la société/entreprise - puisse exercer au mieux de sa capacité cette fonction d'optimiser les relations et les transactions entre-individuelles.

3. Le troisième principe fondateur est le critère qui aujourd'hui détermine la valeur dans nos sociétés: c'est le critère transactionnel appliqué n'importe où et qui a valeur, pertinence et signification un peu partout.

Qu'est-ce qui détermine la valeur, aujourd'hui, dans notre société? La narration dominante dit que c'est le capital. Le capital est le paramètre de définition de la valeur. Le capital financier et non pas le capital social ni le capital culturel, ni le capital historique. Nous avons désormais accepté que quelque chose est correct, c'est bon, c'est valable, s'il contribue à créer plus-value du capital existant. Tout ce qui ne contribue pas à créer plus-value du capital financier existant n'a pas de valeur; tout ce qui empêche que le capital puisse produire plus-value est considéré négatif, dangereux. C'est pourquoi nous sommes des sociétés capitalistes: c'est le capital en fait qui détermine la valeur, c'est le capital financier le paramètre de définition de la valeur. C'est pourquoi nous avons fait la financiarisation de l'économie; c'est pourquoi les Américains sont très riches bien qu'ils n'aient rien: ils sont riches, parce qu'ils ont le capital financier. Les 82% des familles américaines n'ont rien comme propriété: elles n'ont ni première ni deuxième maison, rien. Elles ont des bourses, des titres. Pourtant elles sont considérées riches. Et maintenant les 30% des familles européennes commencent elles aussi à ne pas investir les épargnes dans l'achat de la deuxième maison, des immeubles, mais elles investissent dans la

bourse parce que désormais nous avons financiarisé la valeur des transactions. Et la financiarisation de l'économie veut dire petit-à-petit l'autonomisation de la finance par rapport à la fonction de la finance même. Cela veut dire qu'aujourd'hui la finance ne travaille pas pour exercer sa fonction classique, soit faire le pont entre les épargnes et les investissements (après toute la finance sert à cela: les banques servent à transformer l'épargne en investissements qui produisent richesses, dont une partie est consommée et l'autre est épargnée pour la réinvestir).

Aujourd'hui plutôt la finance se développe pour faire la finance. C'est pourquoi nous, les économistes, nous parlons de l'autonomisation de la finance par rapport à l'économie réelle. C'est pourquoi nous parlons de "bulle financière": la finance se développe pour faire la finance, et désormais sur deux mille milliard de dollars qui représentent les transactions financières internationales quotidiennes seulement les 3% est destiné à créer des richesses. Les 97% est destiné à créer la valeur du capital. C'est pourquoi les Américains sont riches mais ils sont pauvres. Et tous disent: voici la nouvelle économie! (This is the new economy!) C'est l'économie de l'autonomisation de la finance par rapport à l'économie réelle et c'est la financiarisation de l'économie comme critère de définition de la valeur.

C'est pourquoi les sujets du capital, c'est-à-dire les détenteurs, les gérants du capital financier nous le sommes nous aussi lorsque nous avons des titres en bourse. Qui sont les gérants du capital Ce sont les fonds d'investissement, les banques, les assurances...Et puis les mécanismes de la dynamique de cette narration, qui sont les marchés financiers: ce sont ces trois sujets qui ont aujourd'hui un pouvoir fantastique. Quand, comme actionneur tu menaces par exemple Total-Fina : "tu veux aller en Thaïlande" Ou Shell: "tu appuis le gouvernement du Nigéria Alors moi je te retire les fonds et je vais chez un autre". Ceux-là ont peur. Si au contraire tu essaies de la faire comme citoyen et intervies auprès du Parlement italien ou Bolivien comme citoyen, il n'y a personne qui t'écouterà. Ce sont plutôt les actionneurs, les détenteurs du capital, ceux qui organisent tout. Ceux-ci sont donc les trois principes-fondateurs.

Les voies de la mondialisation actuelle

Quelles sont les voies de la mondialisation que ces trois principes ont inspirées? Ces voies sont importantes et nous les vivons chaque jour. Schématiquement, elles sont six, celles que me semblent les principales.

1. La première voie de cette narration est autoréférentielle. Qu'est-ce que nous dit la première voie de la mondialisation Elle nous dit que la mondialisation est un processus inévitable, irréversible, fait partie de la nature, ne peut pas être arrêté.

Kissinger a dit un jour que la mondialisation, la globalisation est comme la pluie, fait partie de la nature. Elle est comme si Dieu même l'eût voulue, elle est inscrite dans les lois naturelles. Et alors contre cette mondialisation qu'est-ce-qu'on peut faire? La narration dominante nous dit que nous ne pouvons rien faire. L'unique chose intelligente, réaliste, donc politiquement correcte qu'on peut faire, c'est s'adapter. Voilà pourquoi la parole adaptation est une parole-clef de la culture de nos société dans les dernières vingt années. C'est clair, elle explique le sens de l'histoire d'aujourd'hui. Et ceux qui ne s'adaptent pas, c'est leur faute. La narration dominante dit ceci: toi, tu n'as pas été capable de t'adapter. C'est ta faute parce que tous peuvent s'adapter. Donc, la première voie de la mondialisation est l'inévitabilité, l'irréversibilité du processus de la mondialisation actuelle. Il y a une double mystification dans ce concept. La première est qu'on ne fait aucune distinction sur les potentialités de la mondialisation. En effet, ils disent "mondialisation " sans dire toutefois "mondialisation actuelle", et c'est une fraude scientifique de dire que la mondialisation actuelle est irréversible et inévitable. Ce n'est pas possible qu'il y ait une seule forme ou seulement les formes actuelles de mondialisation. L'histoire aurait pu faire ou peut faire...c'est donc une mystification scientifique, historique et politique d'exclure d'autres formes de changement, ce qui est impossible théoriquement. D'autres formes de changement sont possibles. Dire, au contraire que la mondialisation aujourd'hui est inévitable, irréversible, qu'elle fait partie de la nature, qu'il faut seulement s'y adapter, signifie penser que le futur n'a pas d'autres formes de changement que la

mondialisation actuelle. La mystification arrive au point de dire que s'opposer à la mondialisation actuelle signifie s'opposer à la mondialisation tout court; cela n'est pas vrai parce qu'on peut s'opposer à la forme actuelle de mondialisation et être pour la mondialisation.

La seconde mystification se trouve dans le fait qu'alors nous n'avons aucune liberté. Dire que les processus, les formes actuelles de mondialisation font partie de la nature, signifie que nous ne sommes pas du tout libres, que notre champ de choix est déjà limité au départ. Ce n'est pas nous en effet qui avons fait la mondialisation actuelle, pour cela nous n'avons pas été ni libres parce que nous ne l'avons pas fait, ni nous ne sommes libres parce que nous ne pouvons pas la changer, mais seulement nous y adapter. Alors où est la liberté? Au contraire, les partisans de la mondialisation actuelle disent que c'est l'expression la plus grande de la liberté. C'est une mystification énorme. C'est comme dire qu'il y a un fleuve qui fait partie de la nature, et tous les six mois le fleuve déborde, détruit tout et tu ne peux rien faire. Pourquoi ne puis-je élever les berges, mieux gérer le lit du fleuve, etc.? Il y a toujours la possibilité de réagir.

2. La seconde voie de cette narration dominante de la mondialisation est la libéralisation des marchés.

La logique de l'histoire des dernières 30/40 ans a été effectivement la nécessité de libéraliser les marchés nationaux. Il fallait éliminer tout ce qui limite la capacité du capital de réaliser l'optimisation du profit et qui devient un frein à la liberté: la liberté du capital. Voilà pourquoi il faut libéraliser. Et la narration dominante nous dit que les logiques nationales deviennent illogiques parce qu'elles sont contre l'histoire, contre la nature, parce qu'elles bloquent. Les seules règles nationales acceptables sont la libéralisation, libéraliser les marchés. Si tu établies des règles - par exemple ambiantes, sociales, culturelles, qui limitent et règlent la liberté des marchés, alors tu es contre, tu vas contre la nature. Voilà pourquoi le GATT (Organisation Mondiale du Commerce, qui à présent s'appelle OMC) pour 40 ans a eu comme fonction la libéralisation des marchés - voilà pourquoi la plus haute expression de l'organisation multilatérale de la planète et des sociétés sur le plan politique dans ces dernières années a été l'OMC, qui - comme par hasard - a été créée au même instant où depuis 10/15 ans s'est vérifié le déclin du multilatéralisme de type Nations Unies. Le multilatéralisme de type politique, institutionnel, entrainé en crise, et par contre émergeait comme organisation de la mondialité et de la mondialisation l'Organisation Mondiale du Commerce qui, aujourd'hui, représente la seule autorité politique mondiale. En effet dans le domaine de l'OMC, on a créé un organe de résolution des conflits qui a un pouvoir judiciaire, exécutif et de sanction. La seule autorité mondiale qui existe aujourd'hui est l'Organe de résolution des conflits de l'OMC. En effet en cas de conflit entre les Etats, tout Etat peut s'en appeler à l'OMC qui, dans le domaine de l'Organe de résolution des conflits, constitue un "Panel of experts" de cinq personnes qui décident d'abord si la requête de l'Etat membre peut être accueillie, et, dans le cas positif, on passe à l'organe du contrôle du Panel. Et quand le Panel a émis son jugement, les Etats Unis mêmes ne peuvent aller contre. C'est un grand pouvoir: le pouvoir de décider les lois, quels sont les principes; pouvoir pénal et pouvoir de sanction, parce qu'ensuite il condamne ceux qui ont été jugés et ont perdu, à payer des millions et des millions de dollars.

Il n'y a aucune autre autorité mondiale aussi puissante que l'Organe de résolution des conflits. Le Conseil de Sécurité de l'ONU? Mais si un Etat membre ne veut pas... L'ONU? Elle établit des résolutions mais combien d'Etats les respectent Aucun Etat par contre jusqu'à maintenant en quatre ans a osé ne pas appliquer la décision de l'Organe de résolution des conflits. Aucun! La libéralisation des marchés commença en 1970, surtout quand, après la crise du système Bretton Woods (le système financier basé sur les "taux fixes d'échange entre les monnaies" et sur la convertibilité du dollar en or), en 1973 il n'y avait plus de convertibilité en or et toutes les monnaies commençaient à fluctuer entre elles (encore aujourd'hui toutes les monnaies fluctuent entre elles comme elles veulent et encore aujourd'hui en 2000 nous sommes dans ce régime: instabilité monétaire, instabilité financière, taux d'intérêt volatiles, etc...). En 1975 a commencé donc la liberté de mouvement des capitaux. La libéralisation de mouvement des capitaux est devenue l'élément central de l'histoire économique de nos sociétés. Voilà pourquoi

aujourd'hui il y a deux concepts en anglais qui sont fondamentaux, qui expliquent pourquoi notre société est capitaliste au niveau mondial: le capital doit agir anywhere, any time. Voilà pourquoi les avions peuvent voler même pendant la nuit, même si il y a tant de monde qui ne dort pas...le primat revient aux avions parce que le capital ne peut pas s'arrêter, il doit être toujours productif. Le capital doit produire plus-value chaque seconde, en tout lieu et à chaque moment. Pourquoi demain devrions-nous empêcher d'ouvrir les magasins le jour de Noël? Le capital doit travailler à tout moment, même la nuit. Le capital doit travailler partout. Il n'y a plus de temps: anytime; just in time; instant economy. Pensez à toute cette terminologie, que nous avons acceptée: instant economy, anywhere, anytime, just in time, flexibility...

3. La troisième voie de cette narration est la déréglementation c'est-à-dire une dé-régulation des marchés: cela signifie que le pouvoir public représentatif au niveau local, national et international, ne fixe plus les règles en dehors de la règle de la liberté des acteurs de s'autorégler.

Ce sont les acteurs mêmes qui s'autorèglent: cela veut dire que la régulation des décisions en matière de distribution des ressources et de répartition des richesses produites, n'appartient plus au pouvoir politique représentatif. C'est pourquoi à partir de 1975, par exemple, nous avons déréglementé les banques et les assurances. Qu'est-ce-que cela signifie? Avant la banque commerciale ne pouvait financer que les activités pour le commerce; la banque communale de crédit seulement les travaux publiques; la banque industrielle seulement... la banque du travail seulement... etc. Désormais, à partir des années 80, n'importe quelle banque peut faire n'importe quoi. Cela s'appelle "total banking". Avant la banque ne pouvait pas faire d'assurances; maintenant les banques peuvent le faire. Avant les assurances ne pouvaient pas faire la banque, maintenant les assurances font la banque. La grande distribution ne pouvait pas faire la banque; aujourd'hui, on peut aller dans la grande distribution et dire: "Combien dois-je payer pour ces achats? Trente mille? Veuillez marquer cent mille, s'il vous plaît!" Et la grande distribution vous prête soixante-dix mille. La logique de l'économie financière en effet envahit tout. La dérégulation signifie enfin que maintenant les transactions de n'importe quel type sont faites par l'autorégulateur, par ceux qui sont en transaction. Rappelez-vous l'individualisme des transactions individuelles. Ce sont des individus en transaction qui établissent les règles de jeu. Voilà pourquoi nous nous approchons d'une régulation qui est faite des acteurs mêmes. Pourquoi y-a-t-il des réseaux? Avez-vous un jour pensé pourquoi aujourd'hui on nous dit que nous sommes dans la net-economy, dans la net-society? On dit: c'est le réseau qui règle. Le réseau est la forme plus avancée de démocratie, dit-on, parce qu'il n'est pas hiérarchique, il est plat, le réseau est multiple, change comme il veut, selon les besoins des gens. Et donc le réseau est l'autorégulation c'est la forme de démocratie directe, la plus avancée. Voilà pourquoi nous avons tout dérégulé.

4. Quatrième voie de cette mondialisation dominante est la privatisation.

Monsieur Piqué, ministre espagnol de l'économie, quand Aznar a remporté la victoire, a dit: nous privatiserons tout ce qui est public et en suite nous privatiserons tout ce qui peut être privatisé. Il a ajouté qu'au fond il n'y a pas de limite à la privatisation. Ainsi nous avons remarqué que dans tous nos pays nous avons privatisé les banques, parce qu'une fois qu'on a libéralisé la banque, toutes les banques ont été privatisées. Que signifie privatisation Cela signifie que le pouvoir de décider l'utilisation des pouvoirs des banques, de ce qu'elles ont, n'est plus dans la sphère publique, mais est entré dans la sphère des individus privés, donc c'est le privé qui détermine les finalités; c'est le capital privé qui détermine les priorités. Et comme il détermine les priorités il déterminera aussi le choix des moyens retenus opportuns et pertinents pour atteindre les finalités. Et non seulement privatisation signifie que le pouvoir de définir les priorités passe de la sphère collective à la sphère privée en termes de capital financier; non seulement signifie que cette décision concerne aussi les moyens, mais surtout que, si l'on obtient des résultats et si les moyens adoptés ont été efficaces, le résultat

appartient au capital privé. C'est le pire. L'évaluation est toujours importante dans la société, mais aujourd'hui ce sont les critères du capital financier à évaluer ce que ce que nous avons fait collectivement. Que se passe-t-il dans une entreprise Dans une entreprise organisée vaut la main-date. Par exemple vous êtes dans un secteur, et on vous donne un mandat pour conquérir le 7% du marché dans deux ans; ou bien vous êtes dans un laboratoire de recherche et on vous dit de faire un nouveau produit pharmaceutique parce que le concurrent occupe le 27% du marché, et pour faire cela on vous donne quatre ans de travail et un milliard de dollars. A la fin, si vous réussissez, vous gagnez beaucoup d'argent, si vous ne réussissez pas...Tout est fait par la main-date: l'évaluation et le critère d'évaluation. Quelqu'un peut dire: "Mais moi je suis un père de famille, j'ai travaillé et même bien!". Oui, mais seule compte l'évaluation. Voilà pourquoi nous devons tous être jugés sur la performance. Et non sur la performance de l'amitié, de la solidarité, de la contribution au bien-être collectif, sur lequel au contraire nous devrions être évalués, mais sur la performance par rapport au mandat qui nous a été donné par le critère du capital financier. Et donc l'évaluation politique n'est plus politique. Voilà pourquoi quand un gouvernement décide de prendre une mesure particulière, de changer par exemple l'organisation de la santé, tous attendent de savoir comment réagit le marché financier: si le marché financier réagit bien le gouvernement est bon, si au contraire les marchés financiers réagissent mal c'est un mauvais gouvernement et doit être changé. Nous avons tout privatisé: l'électricité, le gaz, les banques, les assurances, les transports aériens, les chemins-de-fer, les postes, les télécommunications; nous sommes en train de privatiser les hôpitaux, la santé, l'éducation... En Mai de cette année il y a eu le premier Salon Mondial de l'Education (World Education Market). Désormais on vend l'éducation comme on vend les bonbons. Et - ce qui est plus important - avec le droit de propriété intellectuelle. Nous avons privatisé la vie: le capital biotique mondial.

Le droit de propriété intellectuelle est une bonne chose: j'écris un livre et j'ai droit d'auteur, j'invente une forme graphique, comme le "M" de McDonald's, ou j'invente un métal qui permet à un filtre d'être plus efficace et je le dépose: il s'agit d'un dépôt de propriété industrielle, propriété de droit d'auteur, propriété de droit industriel, cela va très bien. Mais que-ce-que nous avons fait dans les dernières années Nous avons étendu ce droit de breveter à tous les secteurs de la vie. Que-ce-qu'un soft-ware? C'est un ensemble d'algorithmes mathématiques, on met ensemble des équations, on dépose un brevet et on en devient propriétaire. Et aucun autre ne doit utiliser ces algorithmes sans ma permission et sans me donner de l'argent. Voilà pourquoi désormais l'industrie du soft-ware est une industrie capitaliste, alors qu'avant les mathématiciens qui faisaient toutes ces choses n'étaient pas soumis au droit de propriété intellectuelle. Et dans le domaine de la vie les micro-organismes, les semences; les semences de tous ces paysans latino-américains, indiens, de l'Afrique. Désormais ils ne possèdent plus rien car les grandes entreprises agrochimiques, pharmaceutiques, ont déposé les brevets et sont devenues - elles - propriétaires du capital biotique mondial. Elles ont exproprié la vie, légalement, parce qu'elles sont autorisées à déposer les brevets. A partir de 1996 les Etats Unis - et en Mai de 1998 nous du Parlement européen - nous avons autorisé la brevetabilité des gènes. Il y a quatre mois Tony Blair et Clinton (tous les deux chrétiens) ont décidé d'autoriser (et non pas eux seuls) la transformation génétique aux fins thérapeutiques, pouvoir agir en d'autres termes sur les embryons humains pour des fins thérapeutiques. Les compagnies peuvent désormais devenir propriétaires des embryons. Cela pour dire que nous avons privatisé la vie. Privatiser la vie signifie réduire tout à marchandise.

5. Cinquième voie: la sacralisation de l'innovation technologique comme expression de la créativité individuelle et collective.

Nous tous avons dit qu'aujourd'hui pour entrer en transaction, pour vivre ensemble, nous devons innover en permanence, être toujours entre les premiers dans l'innovation. Et quand nous pensons à l'innovation nous ne pensons jamais à l'innovation sociale, mais nous pensons surtout à celle technologique. Si on pense comment sera l'hôpital de demain, en regardant les études sur "The hospital of the future" (L'hôpital du futur), on voit des machines, des technologies, on ne voit pas de gens. Et aujourd'hui nous estimons que l'innovation technologique est la base fondamentale de notre société. La société qui ne dépense pas

beaucoup pour les recherches et le développement sera incapable de faire innovation technologique et donc sera incapable de faire des innovations, et par conséquent elle est destinée à disparaître tôt ou tard, à devenir un pays sous-développé. Et l'innovation doit être permanente. Voilà pourquoi nous acceptons que Nokia produise un nouveau téléphone mobile pour éliminer Ericson, pour éliminer Sony et non certainement parce qu'il pense à nous. Voilà pourquoi on pense toujours que sortira un nouveau médicament de Glaxo-Wellcome...mais oui, parce qu'il veut éliminer un concurrent, non parce qu'il veut améliorer la santé des personnes! Parce que si l'on voulait améliorer la santé des gens, les compagnies pharmaceutiques n'auraient pas retiré les produits génériques de lutte contre la malaria. Au contraire elles les ont retirés, elles ne les mettent plus sur le marché. Et puis un jour, sous la pression politique, il y a une semaine, elles ont finalement décidé de faire une "donation" d'une certaine quantité de médicaments pour les pauvres gens de l'Afrique! Si elles étaient intéressées à la santé des gens, elles laisseraient en commerce leurs médicaments; au contraire elles dépensent les 92% de toute la recherche et du développement médical pour guérir les maladies de nos populations en état de vieillissement et nos maladies cardiovasculaires et psychosomatiques. Cette innovation technologique a une fonction historique importante, et nous sous-estimons parfois la critique de l'innovation technologique parce que nous sommes immédiatement terrorisés... nous disons: "Mais alors, tu es contre le progrès!"... parce que - une fois encore - on fait la mystification que si quelqu'un est contre l'innovation technologique des dominants alors est contre le progrès. Mais pourquoi? Moi je peux être contre l'utilisation qu'on fait aujourd'hui d'Internet sans être contre Internet. Ils disent alors que l'innovation technologique sert surtout à remplacer les produits et les services qui coûtent davantage, qui ont moins de qualité, qui sont moins variables et moins flexibles. Donc l'innovation technologique sert toujours pour remplacer, tous les jours. On ne peut pas s'attendre qu'un nouveau produit vive dix ans! Savez-vous la durée de vie d'un soft-ware? Elle est de douze, quatorze mois. La durée de vie d'une voiture aujourd'hui est de six, quatre, cinq ans. La durée de vie de toutes nos compétences est d'environ six ans. Voilà pourquoi il faut faire l'éducation permanente durant toute la vie, voilà pourquoi on dit aux gens qu'ils devront changer le métier cinq, six fois, qu'ils n'entreront plus dans FIAT, comme le père, le grand-père, l'oncle. Et alors nous sommes tous effrayés car ils nous ont dit que l'incertitude du futur est la caractéristique de demain. Ils nous disent donc de toujours nous préparer à changer, à nous innover, à être mobiles, à aller partout. Tu ne peux pas prétendre d'avoir le droit au travail: tu dois démontrer que tu peux être occupé. En effet aujourd'hui on ne parle plus de politique de l'emploi, ni de droit au travail: on parle de devoir d'occupabilité, et si tu ne démontre pas de pouvoir être occupé... au revoir!

6. Et *enfin* la sixième voie: la compétitivité.

En tout cela quelqu'un peut poser cette question: toi tu n'es pas Dieu, tu n'es plus la nation, tu n'es plus le roi ni le fils de l'empereur sur terre, tu n'es pas élu (ceux-ci étaient avant les bases de la légitimité); sur quoi bases-tu ta légitimité, pourquoi veux-tu décider pour tout le monde Et alors que-ce-qu'ont-ils inventé? Moi j'ai la légitimité de décider pour tout le monde car j'ai démontré d'être plus compétitif que les autres. En substance: j'ai été mieux que les autres, j'ai été capable de faire l'innovation technologique, d'utiliser toutes les connaissances existantes. Et quand quelqu'un dit d'avoir été capable d'utiliser la connaissance, alors il est habile; parce que l'autre était très ignorant, moins agressif, moins habile à combiner les facteurs. Et comme ensuite je vends les produits à un prix plus bas que les autres, moi je suis habile pour vous consommateurs, et puis moi je fais le capital, et par conséquent je suis habile aussi pour vous actionnaires. Et comme je suis très habile, le meilleur, j'ai le pouvoir de gouverner et de décider. Voilà pourquoi la compétitivité est devenue le fondement des idéologies de nos sociétés d'aujourd'hui. Et quand les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Européenne se sont réunis en Mars de cette année au sommet de Lisbonne et ont fait une grande déclaration pour le grand choix de l'Europe d'ici à 2015, cela été un grand événement. Et ils ont dit au peuple européen qu'ils se sont réunis, qu'ils ont une grande mission à confier au peuple européen d'ici à 2015. Quelle est cette grande mission? To make Europe the most competitive in the world: celui-ci a été le grand message des quinze Chefs d'Etat et de gouvernement de

l'Union Européenne, la plus grande puissance commerciale au monde. Par rapport à nos jeunes et à nos générations on a dit que d'ici à 2015 leur devoir fondamental est devenir les plus compétitifs dans le monde en se basant sur la electronic based Europe.

Les conséquences

Quelles sont les conséquences? Il y en a beaucoup, mais je vous en indique trois seulement, sur lesquelles nous pouvons ensuite discuter.

1. La chosification de tout

Dans cette mondialisation, dans cette narration, tout est marchandise. Voilà pourquoi nous pouvons dire, en utilisant le langage de la tradition judéo-chrétienne, que désormais le monde a été transformé en temple dominé par les marchands. Les marchands sont retournés dans le temple, ils sont devenus puissants et ont occupé le temple; la maison de Dieu est occupée par les marchands et le monde a été transformé en temple de marchands. Nous avons tout chosifié: nous ne sommes plus personnes humaines, mais ressources humaines. La vie n'est plus vie. Ils l'appellent "matériel biologique". Et même l'eau désormais, ensemble avec l'air, principale source de vie, on veut la considérer comme une marchandise qui doit avoir un prix de marché. A l'Aja, il y a quelques jours, on a dit que l'air doit faire partie du marché des émissions. L'air est une marchandise, et si cela va continuer ainsi, entre 50/70 ans, nos descendants vivrons dans une situation particulièrement catastrophique.

2. La dépolitisation

Certainement, le politicien jusqu'à maintenant n'a pas toujours été brave. Je ne parle pas des politiciens, des femmes ou des hommes professionnels de la politique. Par politique j'entends l'organisation de la société, qui n'a toujours pas été suffisamment intelligente et c'est vrai qu'il faut renouveler la politique, la forme d'organisation des décisions pour notre vie sociale. Nous, au lieu de faire cela, nous sommes en train de dépolitiser nos sociétés. En effet nous avons dit que nous sommes dans une société sans espace ou avec de nouvelles formes d'espace. Le territoire n'est plus la base de la politique, de la souveraineté. La souveraineté est la compétitivité sur les marchés mondiaux: tu es souverain si tu es compétitif, non pas parce que tu as une autorité sur un pays. Et ils nous ont dit que l'Etat, la nation, la communauté n'a plus de sens. L'Etat était le long terme. Dans un instant economy le long terme n'existe pas, par conséquent pourquoi doit exister l'Etat qui organisait l'inter-génération? Et donc nous sommes en train de dépolitiser. Voilà pourquoi nous donnons valeur aux réseaux.

3. L'expropriation des droits à la vie

Désormais la citoyenneté a été confisquée. Je vous donne un exemple typique de la confiscation de la citoyenneté et des droits à la vie.

Désormais la narration, les dominants, ne parlent plus de justice, mais de plus en plus d'équité. Et j'espère que la commission Justice et

Paix ne change jamais, j'espère qu'elle maintiendra la parole "justice".

Pourquoi parle-t-on d'équité Désormais nos sociétés dominantes ont accepté que c'est juste qu'il y ait des inégalités de citoyenneté, inégalités consacrées et légitimées par les divers niveaux de connaissance, de savoir, d'expertise. Si l'école certifie que tu es imbécile, ou que tu as été paresseux et demain tu te trouves dans un état d'inégalité par rapport à la société dans tes capacités d'être sujet actif, de participer aux décisions comme citoyen, comme l'instruction l'a démontrée, tu ne peux pas aller contre ces inégalités. Et aujourd'hui on entend dire de plus en plus que c'est injuste de lutter contre les inégalités dues au mérite. Non pas les inégalités de voitures (moi j'ai la Mercedes et toi une petite Punto), mais les inégalités de la citoyenneté, dans le pouvoir de participer à la gestion de la cité. Voilà pourquoi on parle d'équité: équité signifie que c'est juste de ne pas lutter contre les inégalités. Au contraire la justice signifie qu'il ne peut y avoir inégalités dans le droit d'être citoyen.

Deuxième bloc - Les réponses alternatives

Les réponses parmi les dominants ont été deux et soulignent deux stratégies alternatives. Parmi les dominants en effet il y a des personnes intelligentes, des gens illuminés, capables de voir et d'analyser les alternatives. Il y a donc deux alternatives intéressantes, qui cependant ne sont pas tellement convaincantes.

1. La *première* stratégie alternative est: humanisons la mondialisation. Cela signifie que nous ne changeons pas fondamentalement les principes fondateurs, les dynamiques déterminantes, les mécanismes principaux, mais nous portons au moins un peu d'humanité.

Humanisons un peu, mettons une face, un visage humain sur la mondialisation. Et souvent quand j'entends parler de ces choses, j'ai l'impression qu'on veille y mettre un masque, mais pour cacher. Humanisation signifie par exemple le commerce équitable et solidaire, parce que c'est juste de payer aux ouvriers un juste prix. Cependant, les logiques de l'échange commercial capitaliste je ne les change pas. Que-ce-que fait Max Avelar: il a humanisé le commerce extérieur - ce qui est bon - toutefois, comme lui même l'a dit, il ne veut pas changer le système. C'est comme dans la phase terminale d'une maladie, quand on fait des services d'accompagnement pour diminuer le mal, en reconnaissant toutefois de ne pas pouvoir changer la maladie. Au contraire le problème est de changer la maladie, d'éliminer les causes, de bien soigner les symptômes qui génèrent les souffrances. La stratégie de l'humanisation de la mondialisation fait partie du programme des Etats Unis, et plus nettement de Bush et que dit Bush? Lui aussi il veut l'humanisation de la mondialisation et il a inventé - et en cela certains professeurs universitaires l'ont appuyé - le "conservatisme compatissant": il faut humaniser parce qu'il faut avoir un peu de compassion des perdants, de ceux que nous avons laissé en arrière, de ceux qui n'ont pas réussi à être compétitif. C'est leur faute - bien entendu - mais je dois être compatissant et donc humanisons un peu. Alors, il faut faire par exemple un peu de finance éthique. Je ne veux pas être mal interprété: je ne suis pas contre la finance éthique, mais je dis que la finance éthique est un peu l'humanisation de la mondialisation. Chacun de nous, dans la stratégie d'un bon gérant, tend à diversifier ses produits financiers: à mettre un 50% pour certes dans les "Sicaf" plus ou moins stables, un 30% dans celles plus à risque, et le 3% dans la finance éthique. C'est comme cela qu'on fait. Donc - je ne sais pas si vous êtes d'accord - je ne pense pas qu'on puisse changer quelque chose de cette manière là. Aussi Yunus qui a fait la Grameen Bank a expliqué qu'il voulait aider les femmes, les familles et en cela il a fait des progrès énormes. Le maximum qu'il peut offrir comme crédit est cinq cents dollars parce qu'il a obtenu de la Banque Centrale du Bangladesh l'autorisation d'arriver à cinquante mille dollars seulement pour les cas exceptionnels. Normalement, nous sommes dans l'ordre des cinquante, trente, soixante dollars. Il a aussi dit qu'il ne veut pas changer le système financier, mais heureusement il a fait une chose: ainsi deux millions et plus de familles, les femmes en particulier, ont pu faire quelque chose. Cependant cela n'élimine certainement pas la pauvreté. Dans ce sens, la pauvreté existante s'est adoucie mais on ne l'a certainement pas éliminé. C'est-à-dire que le système de production de la richesse ou des mécanismes de répartition de la richesse ne changent pas. Malgré cela, je le répète, c'est formidable qu'il y ait la Grameen Bank, c'est formidable qu'il y ait le commerce équitable et solidaire. C'est la première alternative à l'humanisation, qui me semble limitée, comme je le disais avant parce qu'elle ne change pas le système. Au contraire, elle donne au système l'alibi de pouvoir dire: "Mais vous voyez, moi je ne suis pas si mauvais. Je m'occupe aussi de ceux qui sont dans des conditions difficiles!" Et ce n'est pas ainsi que dans vingt ans, quand nous serons huit milliards de personnes, nous résoudrons les problèmes. Je ne sais pas si vous avez vu les derniers chiffres publiés par la Banque Mondiale, par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement): désormais le déséquilibre entre les pays plus riches et les pays plus pauvres dans ces derniers vingt ans s'est accéléré. Plus nous avons libéralisé, plus les inégalités augmentent.

2. La *seconde* voie consiste à dire: régularisons la mondialisation et mondialisons la régulation.

Et cela est aujourd'hui la stratégie de beaucoup de dirigeants, et en particulier des dirigeants de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la Banque Mondiale, de beaucoup de gouvernements occidentaux. Quand, par exemple, les gens

ont protesté à Seattle, les responsables de l'OMC se demandaient le pourquoi de la protestation. Au fond - disaient-ils - nous voulons les règles du monde, nous nous réunissons pour fixer les règles, pourquoi êtes-vous contre les règles du monde? Ceux qui protestaient ont répondu: oui, mais vos règles ne nous plaisent pas. Même un dictateur a des règles, mais elles ne sont bonnes pour rien! Donc ceux qui disent de vouloir régulariser la mondialisation ne fixent pas nécessairement de bonnes règles. A fortiori, mondialiser ces règles devient plus dangereux. Par exemple, maintenant on veut éliminer le droit de veto au niveau de l'Union Européenne, pour voter à majorité qualifiée dans le domaine des accords commerciaux internationaux. Et il y en a beaucoup, dans notre contexte, qui veulent éliminer l'unanimité et veulent imposer la majorité qualifiée pour les décisions au niveau des quinze. Cependant, il y a certains Etats qui disent: qu'est-ce qui me garantit que la majorité fera en suite des règles d'intérêt général?

Donc la mondialisation des règles dépend de leur nature: sont-elles démocratiques, transparentes, réversibles?

Voilà pourquoi la seconde voie, qui semblerait bonne, progressiste, de régler la mondialisation et de mondialiser la régulation, présente beaucoup de limites. Et si vous me permettez une petite critique entre nous, par exemple cette thèse de la régulation de la mondialisation et de la mondialisation de la régulation est soutenue par Camdessus qui est aujourd'hui Président de la Commission Justice et Paix. Donc je transmets un petit message à ceux qui sont présents et qui peuvent influencer la Commission internationale Justice et Paix: attention parce que la présidence Camdessus a toujours défendu le Fond Monétaire International et a accusé les autres de ne pas s'adapter à la mondialisation des finances. C'est une petite critique que je fais à mes compagnons, aux frères et sœurs, comme on dit dans notre langage. Et on peut rester frères et sœurs tout en étant critiques.

Cette seconde voie présente donc des inconvénients.

Troisième bloc - L' "autre" mondialisation

J'arrive maintenant au troisième point, qui me permet de vous proposer la solution qui me semble la plus efficace, la plus juste, et que nous devrions entreprendre comme voie pour la mondialisation.

Je pars d'un principe très simple: d'ici trente ans nous serons huit milliards de personnes. Aujourd'hui nous sommes six milliards. De ces six milliards, 2,7 milliards vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour. De ces 2,7 milliards, un milliard et 700 millions ont un logement digne des chiens, des chats et des porcs; 1,4 milliards n'ont pas d'accès à l'eau potable; 2,4 milliards n'ont pas d'accès aux services d'hygiène; 1,2 milliards ne savent même pas ce qu'est l'éducation. Et ces gens forment l'univers de la pauvreté. L'univers de la pauvreté est plus grand et plus fort que l'univers de la richesse. Ces trois milliards de personnes, nous disons qu'ils sont fils de Dieu, parce que nous ne pouvons pas avoir le courage de dire le contraire, mais ils ne sont pas fils de la citoyenneté, ils ne sont pas citoyens.

A ce point le problème politique, théorique, social que nous pouvons nous poser pour la mondialisation est: quand nous serons huit milliards, si nous appliquons tout ce que nous avons dit jusqu'ici - et de ces deux milliards de plus personne ne naîtra aux Etats unis, en Amérique du Nord, en Europe Occidentale, au Japon, parce que deux milliards naîtront en Amérique Latine, en Afrique (si le SIDA ne les extermine tous) et puis en Asie, où il y a déjà trois milliards de personnes - de notre part comme pays développés et de la part des classes dirigeantes dans les pays d'Afrique, de l'Amérique Latine, l'alternative est de se demander: qu'est-ce que l'on peut faire pour que dans vingt ans ces huit milliards de personnes aient droit à la vie. C'est cette question que je me suis posée et que je pense que nous tous nous devons nous poser. Ou pensons-nous que dans les prochains vingt ans non pas tous, et bien de milliards de gens, n'auront pas droit à la vie?

Il est clair alors que l'humanisation de la mondialisation devient inévitable. Mais si nous pensons un peu qu'il est possible que tous les huit milliards de personnes puissent être fils de la citoyenneté - aussi parce qu'ils sont fils de Dieu - alors il faut faire quelque chose différent de ce que nous sommes en train de faire. Ou nous y croyons - et nous y croyons parce qu'il est possible (nous ne pouvons y croire si nous pensons qu'il est impossible) - alors la réponse est comme le rendre possible. Non pas dans cinquante ou cent ans! Ou nous nous mettons dans une situation où nous savons déjà qu'en 2050 ceux qui habiteront la planète ne vivront pas bien à cause de l'eau, de l'air et des guerres... Et alors, qu'est-ce que nous devons faire?

Donc moi je pars de l'idée qu'il est possible en 2020-2025 réaliser un état que j'appellerais de Welfare mondial.

1. La première voie de la nouvelle mondialisation est de définir et se battre pour un nouveau Welfare mondial.

Etre bien ensemble, vivre bien ensemble, comme êtres humains, et avoir donc accès à l'eau, à la santé, à l'alimentation... Et ce n'est pas pour rien que le message évangélique dit: "j'avais soif et vous m'avez donné à boire, j'avais faim et vous m'avez donné à manger". Aujourd'hui au début du XXIe siècle, nous nous trouvons face au grand devoir de démontrer que le message évangélique est réellement efficace, qu'il est capable de donner à boire aux assoiffés et à manger aux affamés. En effet, si nous continuons de cette façon - j'ai fait un petit calcul, car moi aussi je suis économiste/futuriste - même avec l'humanisation de la mondialisation, dans vingt ans 3,7 milliards de personnes n'auront pas d'accès à l'eau potable. Et tu as envie de dire que tu aimes Dieu, que tu es chrétien! Demain le Bon Dieu peut nous appeler et nous dire: mais toi qu'est-ce que tu as fait?

Donc l'objectif concret, pratique, sur lequel je me permets de vous inviter à réfléchir dans les prochains jours, me semble être qu'est-ce-que doit faire un chrétien, pour que dans vingt ans, vingt-cinq ans, il n'y ait plus une personne qui n'ait pas d'accès à l'eau potable. Je me permets de vous dire ceci: pourquoi toutes les organisations catholiques du monde ne se donnent-elles pas un objectif précis? L'eau pour tous en vingt ans. Les églises se fermeront, les paroisses se fermeront si nous ne réussissons pas à faire cela! Pourquoi? Ubi caritas et amor Deus ibi est: sinon où est Dieu? L'objectif concret: l'eau pour tous dans vingt ans. Les forces catholiques du monde sont-elles capables, sont-elles disposées à le faire? Certainement que nous sommes capables de le faire, si nous voulons! Un objectif précis, au-delà de toutes les rhétoriques sur l'amour entre les êtres humains. Donc cela est le premier objectif de la nouvelle et différente mondialisation. Ne pas se limiter à humaniser mais créer les conditions pour que tous puissent vivre ensemble. Et vivre ensemble signifie avant tout avoir accès au droit à la vie. Voilà alors pourquoi je parle de Welfare. Ici ce qui importe est commencer à voir où sont les obstacles. Et l'obstacle est la finance.

2. La seconde stratégie pour la voie à la mondialisation basée sur le principe du Welfare social, mondial, est qu'il faut en finir avec le système financier international actuel.

Comme je vous l'ai déjà expliqué, le monde d'aujourd'hui, si nous le voyons en voiture, à la place du volant du conducteur il y a la finance. Et le citoyen, comme le politicien, se trouve dans le porte-bagages. Nous devons, au contraire, mettre le citoyen à la place du volant et le financier dans la place derrière, certainement pas dans le porte-bagages. Mais faire cela signifie créer un système financier; avoir, sur le plan mondial, un nouveau type de "Bretton Woods" et non simplement ce que l'on veut chez le Fond Monétaire International, comme créancier de dernier recours. Il faut changer le système financier, faire une conférence mondiale que j'appellerais de la paix financière et créer une autorité mondiale de la sécurité financière. Cela signifie dégonfler la "bulle financière": on ne peut pas laisser circuler ces deux mille milliards de dollars comme cela se passe aujourd'hui. Donc il faut commencer à penser: taxe sur les mouvements spéculateurs, éliminer les trente-sept paradis fiscaux, les centaines et centaines de zones franches dans le monde. Il faut éliminer le secret bancaire. Nous pouvons faire toutes ces choses, et le chrétien catholique doit participer, doit être parmi les militants les plus immédiats de toutes ces choses. Il ne peut en aucun cas rester là à regarder les autres agir. Donc penser toute la finance, et aller au-delà de la finance éthique, et voir tout ce qu'il est possible de faire.

Le capital existant aujourd'hui: nous sommes devenus cinq fois plus riches entre 1950 et aujourd'hui dans le monde. Aujourd'hui la richesse mondiale est plus de cinquante milliards par an. En 1950, nous avions huit milliards de dollars au prix constant. Et pourquoi il y a toujours

un nombre croissant de personnes qui n'ont pas accès à l'hôpital? Pourquoi les "Médecins Sans Frontières", prix Nobel de la paix, ont-ils dû lancer à partir de Novembre de l'année passée une campagne pour "médicaments pour tous"? Pourquoi l'Education Internationale a-t-elle dû lancer de nouveau une campagne pour l'éducation pour tous? Nous sommes devenus cinq fois plus riches et il y a moins d'éducation pour les gens, moins de médicaments pour les gens! Voilà la nouvelle mondialisation: chercher à organiser la richesse du monde, donc il faut avoir une fiscalité mondiale. Ce n'est pas facile, mais il faut le faire, il faut y penser, il faut agir. Et je pourrais continuer.

3. La troisième stratégie de la mondialisation que je propose est: inventer de nouvelles formes de démocratie parlementaire plus transparente, plus participative.

Chaque fois que les parlements - représentants politiques des citoyens - perdent pouvoir, c'est nous qui perdons le pouvoir. Donc il faut inventer des formes parlementaires à tous les niveaux, il faut conquérir la cité. Par exemple, il y a un mouvement en Angleterre, ensemble à "Jubilee 2000", qui s'appelle "Reclaiming the cities", les gens veulent récupérer le droit de participer aux affaires de la cité. C'est très important et on le fait si l'on valorise le politique. Nous ne devons pas avoir peur du politique parce que le politique c'est nous-mêmes. Nous devons nous donner de ces espaces publics, de ces agorà, de cette res publica qui a été détruite. Res publica au niveau mondial. Inventer les biens communs mondiaux, dont l'un est l'eau, par exemple.

4. Le quatrième élément de la stratégie: nous devons apprendre à dire "bonjour" à l'autre.

L'autre que nous ne voyons pas, l'autre que nous ne connaissons pas, et surtout l'autre qui est différent de nous et qui le restera. Non pas l'autre qui est susceptible de devenir comme nous, mais l'autre auquel nous reconnaissons historiquement l'éternité et l'universalité d'être différent de nous. Et dire "bonjour" à l'autre est important. Apprendre l'objectif principal d'une politique de l'éducation signifie dire "bonjour" à l'autre; ne pas apprendre seulement à calculer, à lire, à écrire, mais apprendre à dire "bonjour" à l'autre. C'est celle-ci la fonction pédagogique centrale d'une société qui se veut mondiale parce que la mondialité est spécifiquement caractérisée par l'altérité. L'altérité est la dimension centrale de la mondialité. Nous-mêmes, nous avons toujours cru à l'autre. Il n'y a pas d'existence sans l'autre, soit avec minuscule (a), soit avec majuscule (A).

C'est l'altérité qui fonde la convivialité entre les peuples. Nous savons bien que les premières formes de vie, les formes monocellulaires, se reproduisent par clonage; et aujourd'hui, nous sommes fiers d'être retournés au clonage humain! Quand est-ce que la vie a commencé à devenir grande et belle? Avec la sexualité, l'altérité: deux êtres différents. C'est avec la rencontre des deux différents que la vie est née et s'est multipliée.

Donc apprendre à dire "bonjour" à l'autre me semble la chose fondamentale de l' **"autre" mondialisation**.

(Texte traduit et non révisé par l'auteur)

III ASSEMBLÉE ORDINAIRE - Rome, 2-6 Décembre 2000

L'Action Catholique: fidèles laïcs qui vivent la nouveauté de l'Évangile et sont signe de communion

LA PERMANENTE ACTUALITÉ D'UN DON DE L'ESPRIT SAINT